



Pourquoi confiner encore l'info régionale ?

Aucun salarié du réseau France 3, encadrement compris, ne se réjouit du mode dégradé qu'a choisi la direction de l'entreprise en optant pour des Journaux Télévisés au format « Grande-Région ».

Nous sommes conscients que la « déferlante » Omicron a touché de nombreux salariés des Hauts-de-France, mais jusqu'au week-end dernier, nous parvenions à assurer nos éditions dans la proximité historique de nos Antennes d'Amiens et de Lille. La direction nationale n'est-elle pas prise en flagrant délit d'excès de prudence ?

Nous nous inquiétons de ce choix d'un JT « Hauts-de-France » qui ne correspond pas aux effectifs disponibles et qui doit désappointer nos téléspectateurs. De plus, comment éviter les frustrations des salariés liées à des actualités non-traitées en Nord-Pas-de-Calais ou en Picardie faute de temps d'antenne ? Alors que la question ne se pose pas pour les éditions nationales.

Faut-il rappeler que les enfants continuent d'aller à l'école, les gens d'aller au restaurant, au cinéma, de prendre le train, etc. Pourquoi devrions-nous confiner une nouvelle fois l'information ?

Les raisons sanitaires invoquées ne convainquent personne : pourquoi cette différence de traitement entre les équipes de la locale de Boulogne qui continuent à travailler normalement et celles des BRI qui sont à demi-jauge ? Pourquoi maintenir les formations NRCS en présentiel avec 6 personnes dans une même pièce ? Ces salariés seraient mieux protégés que leurs collègues ?

Force est de constater que ce zèle sanitaire touche de plein fouet les rédactions alors qu'on observe plus de souplesse chez les PTA.

Quel signal donne la Direction de FTV en abandonnant précipitamment l'information télévisuelle au plus près de son public ? Sont-ce les prémices d'un projet de régionalisation «grande-région» qui, en mal de financement, puiserait une fois de plus sur les moyens du réseau au détriment d'un maillage qui faisait sens auprès des téléspectateurs et des salariés ?

Nous demandons donc de revenir aussi vite que possible à notre mission d'information de service public de proximité sur le linéaire et, d'ici là, rassurer nos téléspectateurs, ainsi que les salariés, sur l'avenir du service public de l'audiovisuel en région.